

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 22041 - 81ÈME ANNÉE

Guerre contre l'Iran : Trump recule sous la menace d'une destitution pour incapacité à gouverner et capitule face à la résistance des Iraniens

Défaite de l'impérialisme, Israël plus que jamais isolé

Menacé de destitution après des menaces d'anéantissement contre l'Iran, Donald Trump a dû reculer. Sous la pression de plus de 70 élus démocrates réclamant l'impeachment ou l'activation du 25e amendement, il a accepté un cessez-le-feu de deux semaines fondé sur le plan iranien en dix points qui prévoit notamment le départ des soldats yankees du Moyen-Orient. Téhéran revendique une « victoire historique » et ouvre des négociations à Islamabad au Pakistan, alors qu'Israël, plus que jamais isolé, continue de bombarder le Liban en violation d'un point encadrant le cessez-le-feu accepté par les USA.

L'escalade verbale de Donald Trump — promettant qu'« une civilisation entière » pourrait disparaître — a provoqué un séisme politique à Washington. Plus de 70 parlementaires ont appelé à son départ, par impeachment ou via le 25e amendement (incapacité à gouverner). Le sénateur Ed Markey a exigé l'ouverture immédiate d'une procédure de destitution. Chris Murphy a dénoncé des propos indignes d'un chef d'État. À la Chambre, Ro Khanna a évoqué une violation du droit international par la menace de perpétrer des crimes de guerre.

Acculé, Trump a annoncé, à la veille de l'ultimatum qu'il avait lui-même fixé, une suspension des attaques et un cessez-le-feu « bilatéral » de deux semaines. Un revirement brutal, révélateur d'un isolement croissant.

Le communiqué de Téhéran : fermeté et ouverture conditionnelle

Dans un communiqué daté du 7 avril 2026, le ministre iranien des Affaires étrangères, Sayed Abbas Araghchi, a confirmé que l'Iran répondait à une demande américaine de négociations, transmise par le Premier ministre pakistanais Shehbaz Sharif et le maréchal Asim Munir.

Au nom du Conseil suprême de sécurité nationale, il

a posé une ligne claire :

« Si les attaques contre l'Iran cessent, nos puissantes forces armées mettront fin à leurs opérations défensives. »

Téhéran annonce également qu'un passage sécurisé par le détroit d'Ormuz sera garanti pendant deux semaines, sous coordination iranienne.

« Victoire historique » et plan en dix points

Le texte intégral du Conseil suprême de sécurité nationale revendique une « défaite historique » infligée aux États-Unis et à Israël, et affirme que Washington a accepté comme base de négociation le plan iranien en dix points : non-agression, maintien du contrôle d'Ormuz, reconnaissance du droit à l'enrichissement de l'uranium, levée de toutes les sanctions contre l'Iran, abrogation des résolutions onusiennes et de l'AIEA visant l'Iran, réparations des dégâts causés par les bombardements américano-israéliens, départ des militaires américains du Moyen-Orient et fin des hostilités contre l'ensemble de « l'Axe de la Résistance », c'est-à-dire le Yémen et le Liban.

Les négociations doivent s'ouvrir à Islamabad le 10 avril pour une durée maximale de quinze jours. Téhéran insiste : la trêve n'est pas la paix, mais la prolongation du champ de bataille sur le terrain diplomatique.

Tel Aviv continue de bombarder le Liban violant déjà le cessez-le-feu

Au Liban, le Hezbollah a accepté la trêve de deux semaines et cessé ses ripostes vers le nord d'Israël, selon des sources proches du mouvement. Mais le gouvernement israélien, dirigé par l'extrême droite, prétend que l'accord irano-américain n'incluait pas le front libanais. Les attaques israéliennes sur le sud du

Liban se poursuivent, accompagnées de nouveaux ordres d'évacuation.

Cette dissociation fragilise la portée réelle du cessez-le-feu. Comment parler d'apaisement régional quand un théâtre de guerre demeure actif ?

Au bord de la chute du régime à Washington

M.M.

Reconstruire l'économie informelle dans le commerce pour faire baisser les prix et créer des emplois : la classe la plus nombreuse, les pauvres, peut s'organiser pour renverser le système néocolonial -3-

Relancer les boutiques de proximité, marchés et vendeurs de rue pour faire baisser les prix et créer des milliers d'emplois à La Réunion

À La Réunion, contrairement à d'autres ex-colonies africaines, les pauvres — majoritaires — n'ont pas accès à des commerces aux prix adaptés et subissent le monopole d'une grande distribution chère, pensée pour touristes et privilégiés. Dans les autres pays africains, marchés et économie informelle soutiennent les plus modestes et l'économie locale. Sortir de l'impasse néocoloniale suppose de briser le monopole de la grande distribution, relancer les commerces de proximité et décoloniser les esprits. Boutiques de proximité, marchés et vendeurs de rue sont des gisements d'activités génératrices de revenus qui peuvent libérer des dizaines de milliers de Réunionnais de la pauvreté et de l'assistance de l'ancienne puissance coloniale. L'argent dépensé dans ces commerces restera à La Réunion au lieu de retourner en France. Cette économie informelle peut être un moyen de remettre en cause la structure coloniale de la société réunionnaise et d'affaiblir le néocolonialisme français en le privant de ses ressources financières.

La première partie de l'article a rappelé que l'abolition du statut colonial de La Réunion en 1946 ne s'est pas accompagné d'une remise en cause de la structure de classe de la société coloniale voulue par le front de libération CRADS, largement soutenu par la population. La seconde partie de l'article a rappelé qu'un résultat de la départementalisation, mouvement réactionnaire visant à maintenir la

Au-delà du Moyen-Orient, l'épisode révèle une crise majeure aux États-Unis. L'usage d'une rhétorique d'anéantissement, suivi d'un brusque revirement, interroge la stabilité du régime. La menace de destitution n'a pas déjà abouti — pour l'heure — mais elle a pesé.

structure coloniale, fut la mise en place d'un système néocolonial qui opprime la classe la plus nombreuse, les pauvres, en les maintenant dans la misère, le chômage, la dépendance à l'assistance et le clientélisme. Cela a débouché sur le monopole de la grande distribution qui pratique des prix adaptés au pouvoir d'achat de la classe la plus privilégiée, les vazaha, bénéficiaire du supplément colonial distribué par la France à la classe privilégiée. La structure de la société coloniale est maintenue, y compris dans les têtes.

Dans ce système, le colonisé envie le vazaha et veut accéder à ses privilèges. La grande distribution française offre la possibilité de consommer comme un vazaha, à condition d'accepter des prix calculés selon le pouvoir d'achat de la classe privilégiée. Forts de leur nationalité française, ces colonisés n'ont pas conscience de l'être et cherchent à imiter le vazaha. Boutiques et marchés furent victimes de la désaffection des consommateurs. Car boutiques et marchés ne représentent pas la référence de consommation de la classe privilégiée : la société de consommation occidentale. Cela explique le monopole de la grande distribution dans le commerce. Or, elle pratique structurellement des prix élevés, car sa clientèle n'est pas la classe des pauvres d'une ancienne colonie.

La Réunion, cas atypique dans les

anciennes colonies françaises en Afrique

L'absence de commerces aux prix adaptés au pouvoir d'achat de la classe la plus nombreuse, les pauvres, fait de La Réunion un cas atypique dans les anciennes colonies françaises d'Afrique.

Dans ces pays, les enseignes de la grande distribution pratiquent des prix très élevés comme à La Réunion. Leurs clients sont des touristes et des expatriés ainsi que la classe vazaha locale. Le reste de la population n'y vient pas pour consommer mais plutôt pour voyager en regardant une image du lointain Occident.

Les classes non-privilegiées disposent en effet de commerces pratiquant des prix adaptés à leur pouvoir d'achat : boutiques de proximité, marchés et vendeurs de rue. Cette économie informelle est source de nombreuses activités génératrices de revenus qui permettent de sortir du chômage et de la pauvreté et de maintenir dans l'économie locale les profits générés.

Comme dans toutes les anciennes colonies françaises en Afrique, à La Réunion, les pauvres sont la classe la plus nombreuse. Mais cette classe ne dispose pas de commerces pratiquant des prix adaptés à son pouvoir d'achat : boutiques de proximité, marchés et vendeurs de rue. Elle est contrainte de se ravitailler dans les enseignes de la grande distribution conçues pour fonctionner avec le pouvoir d'achat des touristes et des expatriés ainsi que de la classe vazaha locale. La crise est inévitable traduisant l'impasse du système néocolonial.

Décolonisation des esprits et commerces adaptés au pouvoir d'achat des pauvres, classe la plus nombreuse

Pour en sortir, il est nécessaire de décoloniser les

esprits malgré la persistance d'une société de classe coloniale à La Réunion. Cela passe par la rupture du monopole de la grande distribution. La renaissance des boutiques de proximité, marchés et vendeurs de rue permettra d'offrir à la population des commerces adaptés au pouvoir d'achat de la classe la plus nombreuse, les pauvres, à condition que le syndrome du colonisé qui s'ignore recule. La société de consommation occidentale ne doit plus être la référence, ce qui impose la décolonisation des esprits et la fin du syndrome du colonisé qui s'ignore. Ceci permettra à ces commerces réunionnais de devenir l'acteur principal de la distribution, car les pauvres, la classe la plus nombreuse, seront sa clientèle. Les centres commerciaux n'auront comme clientèle que la classe privilégiée et les touristes, soit une très faible proportion de la population.

Boutiques de proximité, marchés et vendeurs de rue sont des gisements d'activités génératrices de revenus qui peuvent libérer des dizaines de milliers de Réunionnais de la pauvreté et de l'assistance de l'ancienne puissance coloniale. L'argent venu de Paris dépensé dans ces commerces restera à La Réunion au lieu de retourner en France via les profits de la grande distribution. Cette économie informelle peut être un moyen de remettre en cause la structure coloniale de la société réunionnaise en asséchant les recettes financières du néocolonialisme français. La décolonisation reste un objectif fondamental des communistes. La décolonisation des esprits permettra aux Réunionnais de prendre conscience de ce qu'ils sont et de leurs grandes possibilités par la construction d'une économie permettant d'utiliser l'argent de l'égalité sociale avec la France pour créer des emplois à La Réunion et y structurer une nouvelle économie. Un pas décisif vers le développement de La Réunion sera alors accompli par la classe des victimes du système néocolonial.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
81e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

Oté

**« La mor i fé kass-kou dann son do » :
In kozman pou la rout**

Mézami, ni vé, ni vé pa, la mor sa i doi. Mwin la zamé antann in moune la rès la pou lo grin. Tout fasson sa sé nout déstin ébforséman ni doi pass par-la.

Astèr dsi la fasson pass l'ote koté d'la vi ni pé dir toulmoune i fé pa parèye : kissoi wi fé in mor sibite, kissoi wi pran in boon bout tan pou alé. Na dé foi la mor i anonss lé koulèr dopi lontan avan, défoi li ariv sa prévnir.

Kan i di la mor l'aprè fé kass-kou dann do in moune, sa i vé dir li anonss lé koulèr é li prévien ou na pi lontan pou alé pars lo shomin pou pass l'ote koté la fine bien angajé.

Alé ! mi kite azot rofléshi la dsi é ni retrouv pli dvan, sipétadyé.

Justin